
LES COMMUNAUTÉS EN QUESTION

Compte-rendu de la table-ronde du Jeudi 11 février 2016
dans le cadre de la Semaine des Patrimoines Vivants

Qu'est-ce qu'une « communauté culturelle » ? Qu'est-ce qui différencie la communauté du communautarisme ? Pourquoi avons-nous tendance, en France, à associer le lien communautaire à une entrave à la citoyenneté républicaine ? Cette soirée a pour enjeu de mettre en lumière les réalités vécues par les groupes qui se réclament d'une communauté de culture. à travers les récits d'expériences d'acteurs sociaux, culturels et de chercheurs, nous interrogerons la possibilité de traiter sereinement cette notion jugée inquiétante en France, pourtant couramment admise ailleurs.

Avec les interventions de :

- **Heraldo Bocaz**, membre fondateur de l'[AFAL](#) - Association France Amérique Latine à Villeurbanne
- **Kamel Dafri**, directeur du festival [Villes des Musiques du Monde](#) en Seine Saint-Denis
- **Philippe Genestier**, architecte-urbaniste en chef de l'État, professeur à l'École Nationale des Travaux Publics de l'État (Vaulx-en-Valin)
- **Ibrahim Houbiri**, président de l'AECCL - [Association Éducative Culturelle Comorienne de Lyon](#)
- **Didier Lapeyronnie**, enseignant-chercheur en sociologie (CNRS / Université de Paris I Panthéon-Sorbonne)
- Modération des échanges : **Laura Jouve-Villard**, chargée de recherche au [CMTRA](#)

INTRODUCTION

Laura Jouve-Villard, chargée de recherche au CMTRA

Nous avons souhaité nous réunir ce soir autour d'un mot, celui de « communauté » pour le mettre en question par le prisme de différents regards, différentes trajectoires personnelles et professionnelles. Le CMTRA, en tant qu'acteur culturel préoccupé par et engagé pour la reconnaissance du pluralisme culturel dans nos sociétés, est régulièrement confronté aux paradoxes que cette catégorie de « communauté » soulève. Si on l'aborde dans son acception la plus basique s'il en est, la communauté soulève un implicite de partage, de rencontre d'expériences, de l'existence de croyances, de pratiques culturelles, de savoir-faire communs, c'est à dire supports de dialogue, de compréhension mutuelle et d'actions collectives. De

l'autre côté, on hésite à prononcer ce mot car on sent bien qu'il peut nous échapper à tout moment, se retourner tête-bêche contre nous et adopter des contours tout à fait inverses : l'image du retrait, du rejet d'un modèle républicain, de ségrégation...et voici le spectre du « communautarisme » qui sort de l'ombre de mot pourtant initialement avenant, de « communauté ».

Que faire de ce mot ? Considérer qu'il apporte plus de désordre et de chaos que de dialogue et de force d'action ? Faut-il tenter de formuler les choses autrement, redorer son blason et enfin l'assumer, affirmer qu'il est porteur de valeurs positives à réhabiliter dans nos sociétés contemporaines ? Ou alors ni l'un ni l'autre, et considérer que cet embarras lexical, c'est l'arbre qui cache la forêt, et qui nous ralentit dans la prise en compte du seul enjeu politique qui vaille : celui de la reconnaissance des droits des populations minoritaires ou minorisées à développer leurs propres capacités d'action, leurs propres outils, leurs propres moyens d'auto-organiser leurs parcours collectifs et individuels au sein de la société française ?

HERALDO BOCAZ

Membre fondateur de l'AFAL

AFAL – Association France Amérique Latine à Villeurbanne, née en 1979. Association d'information et de sensibilisation aux conditions de répression des dictatures militaires d'Amérique Latine des années 1970, qui se définit aujourd'hui comme un espace d'interculturalité franco-latino-américain.

Partons d'un premier constat : la plupart des personnes que l'on appelle « immigrées » ont quitté leurs pays d'origine par contrainte, par la force des choses. Ils ont gardé des liens d'ordre affectifs et familiaux, qui continuent à les lier à l'Amérique Latine. À Villeurbanne comme ailleurs, ils ont eu tendance à se réunir afin de recréer une solidarité, un tissu de cultures, de soutien et de mémoire commun. Ces regroupements sont des communautés, pris dans le sens accueillant du terme. Chacun de nous connaît ce sens du mot communauté, cela pourrait suffire à ce que l'on s'en serve de façon décomplexée : communauté éducative, communautés d'intérêts culturels, financiers...il existe une infinité de raisons et de matières à se regrouper et à travailler ensemble, à vouloir rencontrer des gens qui partagent nos intérêts personnels.

L'AFAL a émergé de la volonté de recréer des liens de solidarités pour les populations exilées d'Amérique Latine et résidant dans la région lyonnaise, mais aussi pour celles et ceux qui étaient restés là-bas, dans des conditions de précarité et de rupture sociale bien souvent tout autant douloureuses. Nous étions au milieu des années 1970, en plein élan de prise de conscience en France des questions sociales et culturelles liées aux situations d'exil. Aujourd'hui la communauté que réunit l'AFAL n'est pas seulement latino-américaine mais interculturelle : franco-latino-américaine. Le terme de communauté est pour nous un moteur, un vecteur d'ouverture et de réactivité, d'insertion et de citoyenneté.

Aujourd'hui cette structure solidaire est devenue une structure de coopération dédiée au développement de projets concrets, en particulier dans le secteur social (éducation, logement, alphabétisation, santé). En Amérique Latine, il y a eu un fort recul de l'aide de l'État, qui a laissé une grande partie de la population démunie de ses besoins essentiels. Le but de l'AFAL est de faire le lien entre notre réseau de partenaires ici en France, et des ONG locales sur le terrain qui pilotent eux-mêmes les projets locaux. Nous venons en appui, notamment en constituant des

équipes de techniciens issus du milieu universitaire de l'agglomération lyonnaise, qui s'inscrivent dans une démarche de collaboration à moyen ou à long terme. Ils partent ainsi pendant plusieurs mois à plusieurs années en Argentine, au Chili, au Brésil, en Bolivie, au Mexique ou en Colombie. L'AFAL est aussi engagé sur la question du respect et de l'autonomie des peuples autochtones, nous tentons de rendre cette problématique saillante autour de nous, en France. Les gouvernements facilitent l'installation des grandes sociétés d'exploitation de ressources naturelles (déforestation, pétrole, cuivre etc) qui implique d'importants déplacements de population et une rupture avec leurs repères culturels et historiques, avec leurs tissus de relation sociale. Ces populations qui perdent leurs terres créent ailleurs, loin de chez elles, des petites communautés fermées qui risquent de contracter des formes de violences (c'est le cas dans le sud du Chili par exemple). La question communautaire existe aussi en ce sens, on pourrait croire l'inverse mais ce sont les deux versants de la même dynamique, qui coexistent au sein du même mot.

DIDIER LAPEYRONNIE

Enseignant-chercheur en sociologie (CNRS / Université Paris I Panthéon-Sorbonne)

La difficulté pour un sociologue confronté au terme de communauté, c'est qu'au fond on ne sait jamais vraiment de quoi on parle. Tout comme celui de société, d'ailleurs. Ces mots ont une certaine forme de pertinence, probablement mythique, en tout cas une très forte charge idéologique. Mais pour un chercheur, dire ce mot ne renseigne jamais sur un type de comportement, de conduite sociale. La difficulté à y voir clair est d'autant plus forte en France, qui a donné une dimension très péjorative au terme de communauté, la renvoyant à l'idée d'un monde clos et passéiste. Lorsqu'on cherche à disqualifier des acteurs politiques qui cherchent à se distinguer, eux et leurs groupes, on les accuse de communautarisme. Autrement dit, on les accuse d'aller contre une forme d'intégration politique-nationale. On ne sait donc jamais vraiment de quoi il est question.

On peut toujours tenter de se mettre d'accord. La communauté serait un ensemble de gens liés entre eux par des relations, des valeurs communes pouvant être au choix ou tout à la fois religieuses, culturelles, politiques. Ces interrelations n'impliquent pas nécessairement qu'il y ait solidarité ou engagement pour la solidarité entre ces personnes. Mais on suppose une certaine unité autour d'un réseau de relations. On suppose également que sa valeur est indépendante d'une unité territoriale : on peut faire communauté sur Internet. En revanche, sa valeur implicite c'est une valeur politique. On aborde en France la communauté comme un potentiel obstacle culturel, linguistique et religieux à l'intégration politique.

Chez les anglo-saxons, le terme de communauté a un sens beaucoup plus civique. Quand des habitants s'installent dans un nouveau quartier et fabriquent une unité politique, une municipalité on dit qu'ils forment « une communauté ». Le sens est donc positif, synonyme d'intégration à la vie locale et de participation à la vie nationale. La sociologie américaine a été fondatrice dans le champ des Community Studies, en montrant que chez les populations migrantes, immigrées, l'intégration se faisait pas le sas de la communauté et que par cet intermédiaire collectif, ils se construisaient comme américains. En ce sens la communauté serait un espace intermédiaire dans lequel ils peuvent trouver les lieux, les gens et le temps de s'acclimater. La communauté est ici un vecteur d'intégration sociale, voire même pour beaucoup d'acteurs politiques, une garantie : l'intégration dans la communauté serait justement ce qui empêche le communautarisme ! On aurait pu faire les mêmes enquêtes en France...on

aurait vu que les bretons ou les creusois immigrés à Paris se sont tout à fait intégrés, mais ils l'ont fait de manière communautaire. On a pourtant refusé de reconnaître ces trajectoires comme des trajectoires communautaires.

En ce sens, je pense que fabriquer de la communauté devrait être un objectif, notamment dans les mondes sociaux marginalisés et victimes de ségrégation. Fabriquer de la communauté, c'est aussi se transformer en acteur, reprendre en main sa propre existence, cela va bien au-delà de l'intégration. J'ai plaidé il y a quelques années pour l'idée de construire en France des communautés civiques, tel que cela se fait au Canada ou aux Etats-Unis. Lorsque je regarde les mondes populaires, sur lesquels je travaille depuis une trentaine d'années, et de façon accrue depuis une dizaine d'années, je suis frappé par l'absence de communauté, par la fragmentation extrême de la population. Je suis frappé par le renforcement des phénomènes de clientélisme, d'hostilité croissante à tout ce qui serait « politique », à la dépendance des services sociaux. La religion dans ces territoires a un rôle ambigu sur sa capacité à créer de la solidarité interne, de la capacité collective et non de l'isolement. Le problème central des mondes populaires aujourd'hui est l'incapacité des acteurs politiques, culturels et des habitants à faire la communauté en tant que forme civique et collective. Il me semble que le plus urgent, au-delà des considérations sur le mot même de communauté, c'est de réfléchir ensemble à des modes d'intervention sociale qui enjoignent les habitants à fabriquer eux-mêmes leurs communautés.

KAMEL DAFRI

Directeur du Festival Villes des Musiques du Monde en Seine-Saint-Denis

Il faut avant toute chose souligner le contexte sur lequel évolue le projet « Villes des Musiques du Monde », celui de la grande périphérie parisienne, un territoire qui n'est pas assigné à une culture particulière mais à l'archipel des cultures qui dont de l'Île de France une île-mondes. Aubervilliers, où est installé le siège social de ce réseau et du festival, ne compte pas moins de 70 nationalités. Autour du terme de « musiques du monde », on a souhaité construire une forme d'art de vivre qui permettrait de valoriser la diversité du patrimoine, des populations, et de montrer du doigt cette matière musicale comme une matière capable de créer du lien au sein de projets fortement ancrés dans la réalité sociale : le lien avec les enfants, les familles, les associations, les ressortissants étrangers. Notre questionnement phare serait quelque chose comme : « par quels biais, par quelles approches, par quelles logiques la culture peut-elle se coltiner la réalité sociale aujourd'hui ? »

Il me semble que les questions et craintes qui entourent le terme de communautés portent une certaine marque d'hypocrisie. La France est un pays qui a du mal à assumer son histoire, à en parler, à la transmettre, à reconnaître qu'elle nécessite du temps pour la regarder, la comprendre, la digérer et la rendre créative. Nous partons du principe que la musique et la danse aident à la regarder et à la comprendre cette histoire, peut-être même qu'elles peuvent aider nos enfants à mieux grandir, particulièrement dans les territoires où il existe un recul des services publics. Comment faire, par quels moyens concrets intégrer les patrimoines culturels de ces populations françaises marquées par le voyage de leurs parents, de leurs grands parents, de leurs cultures

Il y a quelques années un cadre de la vie associative locale m'avait interpellé sur la programmation du festival Villes des Musiques du Monde, en me demandant si je n'avais pas peur qu'elle devienne « communautaire ». Aujourd'hui j'assume qu'une programmation musicale

peut être le moyen de regarder en face certaines zones de relégation sociale, ces micro-systèmes et leurs liens actuels et potentiels avec une idée de communauté nationale. Cette question a été magnifiquement soulevée par un penseur de la créolité comme Edouard Glissant. Et c'est ce qu'on essaie de soulever aussi au sein de nos missions, en tant qu'acteur culturel, à travers un festival, à travers un opéra pour enfants, à travers des tables rondes ou le soutien à des orchestres amateurs.

À vrai dire, les acteurs culturels aujourd'hui ne peuvent pas vraiment avoir peur d'échafauder une programmation trop communautaire, puisqu'ils ont le problème inverse. Trop de lieux culturels ne parviennent pas à rencontrer ces publics communautaires. J'ai participé à un débat la semaine dernière à Paris où un directeur artistique qui avait programmé un groupe turc n'avait pas réussi à toucher la communauté turque de son quartier. Il manque aujourd'hui des compétences et des moyens permettant de lier les expériences positives d'un territoire, dans le champ culturel, social, économique. Alors on tente, des fois ça marche et on ne sait pas bien pourquoi, des fois ça ne marche pas et on ne sait pas bien pourquoi. Ce que l'on s'impose dans tous les cas, c'est l'implication des populations locales, et notamment des jeunes. On leur met en mains des outils audiovisuels pour qu'ils racontent eux-mêmes ce qu'on leur donne à entendre à travers nos concerts et nos actions culturelles. Ce n'est pas parce qu'on a des parents ou des grands-parents qui écoutaient les musiques traditionnelles de notre pays d'origine qu'on y est sensibilisé. Il faut permettre à ces jeunes de faire leur propre chemin.

Je disais qu'on manquait de ligue et de liant entre les expériences positives qui adviennent sur un même territoire. Mais on a tout de même des ressources et des héritages exceptionnels en Seine Saint-Denis. La Petite Espagne par exemple, derrière le Stade de France, est un territoire marqué par des migrations successives et par une politique d'aménagement urbain et culturel qui tente de valoriser son histoire et d'en faire un outil de créativité collective locale. Ce territoire d'immigration est devenu un lieu culturel, gastronomique et social. Non loin de là, à Saint-Denis, on a rencontré il y a quelques années une association qui fête ses 25 ans cette année, et qui enseigne la musique arabo-andalouse à 300 à 400 personnes par semaine, dans les locaux d'une école municipale gracieusement mise à disposition par la mairie tous les week-end. Des dizaines d'enfants viennent donc toutes les semaines pratiquer avec leurs familles cette musique savante d'un autre âge. Il y aurait de quoi multiplier ces fabriques de communautés partout en Seine Saint Denis, si on était soutenus par une intelligence politique urbaine et culturelle suffisamment courageuse pour oser porter ce genre de projets.

Le festival est donc l'enceinte où l'on peut raconter ces histoires, à travers des programmations de concerts, de films et de débats. La grande difficulté de nos métiers et de ce genre de positionnements, c'est qu'il nous faut gérer et stabiliser une structure associative, mais aussi se doter d'antennes intelligentes pour créer des ressources et des communautés civiques sur le terrain. Administrativement on s'est toujours autorisés à parler de communauté de vie, de communauté de destin, pourquoi on ne pourrait pas parler de communauté malienne sans cela soit assimilé à autre chose ?

ÉCHANGES AVEC LE PUBLIC

Q : Peut-on vraiment considérer que l'idée de communauté comme une évidence pour ceux qui la vivent ? Dans le cas des migrants par exemple : ils sont arrivés, ils se sont trouvés, ils

ont formé une communauté...Ne pourrait-on pas envisager la communauté comme un apprentissage ? Le vivre-ensemble n'est pas si évident, même en cas de crise.

Didier Lapeyronnie

Bien sûr, la communauté est une construction sociale et collective, vous avez raison. Certains groupes de migrants parviennent à faire communauté, d'autres pas. Si la communauté est un facteur d'intégration nationale cela ne veut pas dire qu'elle est dépourvue de tensions.

Philippe Genestier

Dans le fait communautaire il existe une très forte dimension familiale. Très souvent les modalités de regroupement passent par l'appartenance familiale élargie, qui permet de suivre un chemin avec des étapes balisées, des relais. Dans l'idée de la communauté comme construction sociale, il faut faire attention à un écueil qui à mon sens est l'un des facteurs d'échec des banlieues : la tendance à penser qu'ent tant que construction, la communauté serait gouvernable.

Q : Au sujet de la religion. Selon Durkheim, elle est ce qui rassemble plutôt que ce qui isole. Vous l'avez présentée différemment et j'aimerais juste comprendre un peu mieux pourquoi.

Didier Lapeyronnie

Il s'agit d'une simple observation empirique. Ce que je constate c'est un isolement croissant dû à l'impact de la religion sur le monde social. Dans mes recherches de terrain, ce que le gens décrivent à ce sujet, même les plus religieux, c'est un monde qui se fragmente, où chacun a de plus en plus tendance à se replier sur son espace personnel. Il faut juste, il me semble, interroger ce préconçu selon lequel la religion ferait nécessairement communauté, à bien des égards elle peut aussi faire l'inverse.

Ibrahim Houbiri

J'enseigne la langue arabe, la religion, mais je ne suis pas passé par là pour réunir la communauté commorienne de Lyon. Il a fallu passer par les activités culturelles, les sorties...

Q : il me semble que ce qui fait craindre le communautarisme, ce n'est pas vraiment la communauté mais plutôt des comportements spécifiques, comme la polygamie, comme l'interdiction faite aux enfants d'écouter de la musique...c'est arrivé dans l'ouest de la France...

Didier Lapeyronnie

Un mot par rapport à ce que vous dites. C'est une chose très française que d'opposer l'identité nationale aux identités communautaires. Dans le monde entier on peut être hongrois et roumain, italien et américain, et après tout...corse et français, basque et français, écossais et britannique. Pourquoi affirmer une identité nationale irait contre l'intégration nationale ? L'identité communautaire peut être un vecteur très fort d'identification à la nation et d'intégration, il faut donc inverser le problème. La question que vous posez, c'est : jusqu'où peut-on aller dans l'acceptation de ce multiculturalisme ? Les deux pans de votre question ne sont pas superposables. Je ne vois pas pourquoi des formes d'identités communautaires ne pourraient aller de pair avec une loi commune, une identification commune. Bien évidemment quand on regarde l'histoire de l'immigration, il n'y a pas de solution juridique et philosophique clefs en main : ce sont toujours des histoires de tensions, de conflits, car la communauté est intrinsèquement conflictuelle. La vraie difficulté dans cette histoire, c'est peut-être qu'il nous

faut accepter qu'il n'y aura jamais de solution politique nette et tranchée, qu'on devra toujours négocier, accepter les conflits.

PHILIPPE GENESTIER

Architecte-urbaniste en chef de l'État, professeur à l'École Nationale des Travaux Publics de l'État (Vaulx-en-Velin)

Est-ce parce que c'est une affaire politique que c'est une affaire urbaine ? Ou inversement ? J'ai tendance à penser qu'en France nous sommes piégés par une sorte de politico-centrisme qui consiste à penser que l'intégration relève d'un processus d'intériorisation des normes civiques et de l'identité citoyenne. Pour ma part, en tant qu'urbaniste, j'ai travaillé sur le processus d'insertion des populations immigrées dans la ville et dans le tissu de l'emploi. Au travers de ces expériences de recherche dans un certain nombre de banlieues, auprès de communautés notamment italiennes, polonaises et portugaises, j'ai pu constater une chose : c'est l'insertion dans la vie économique et professionnelle qui conditionne, ensuite, l'intériorisation progressive des normes de la société, y compris d'une forme d'identité nationale, ou en tout cas, l'adhésion à des valeurs définies par la patrie.

Le débat français est surdéterminé par une vision selon laquelle il y aurait une prévalence du politique sur le social, sur le professionnel. Cette prévalence me semble être un obstacle à la compréhension de ce que faire communauté veut dire ; de ce qui fait que des individus se regroupent dans des situations de défiance face à l'adversité et de mutualisation de ressources, de capital culturel, pour compenser ce manque de capital relationnel. On accède à l'emploi par l'intermédiaire des gens que l'on connaît. Des études menées à l'Université de Columbia ont montré que quelque soit le niveau de qualification, c'est davantage par son réseau de connaissances que l'on accède à l'emploi. Les communautés peuvent être en ce sens une ressource empirique pour nombre de populations fragilisées socialement.

Si l'on politise d'entrée le débat, effectivement l'antagonisme valeur républicaine / appartenance communautaire éclate. Alors arrive le communautarisme sous la forme d'une hantise des entités rivales de l'État-Nation. En revanche, si l'on pose la question sous l'angle des solidarités de base, c'est à dire : quelles sont les conditions matérielles, en termes de relations sociales et de proximité spatiale pour que des solidarités de base s'activent ? Alors là, la question me semble plus créative. L'ethnologie urbaine anglaise a montré qu'il existait une forte matri-localisation des nouveaux couples dans les classes populaires : un couple nouveau qui se forme a plutôt tendance à se localiser à proximité du lieu de vie des parents de la femme de ce couple. Cet élément a été pointé comme essentiel pour que des solidarités locales puissent s'activer et subsister. À partir des années 1960, avec la construction des premiers grands ensembles, ces regroupements par affinité ont été rompus, on a longé les gens en vrac. À travers ce cas de délitement des solidarités locales on voit bien à quel point l'absence de lien communautaire peut être un handicap pour la vie de la cité.

Q : Pensez-vous qu'il existe un risque à parler de communauté culturelle, quand on sait que bien souvent, celle-ci se confond avec la communauté ethnoculturelle ? N'y a-t-il pas un risque d'essentialiser les populations ?

Philippe Genestier

Le risque de l'essentialisation existe lorsque la communauté ethnoculturelle n'est plus fondée sur une communauté familiale. L'ethnologie urbaine a beaucoup insisté sur l'importance d'un regard sur la pragmatique sociale, c'est à dire aux soubassements de la vie quotidienne, en dehors des catégories du monde institutionnalisé. C'est à partir de ces soubassements qu'il faut nommer la communauté. Lorsqu'on est en situation d'exclusion ou d'échec, scolaire par exemple, on a toute les chances d'être renvoyé à une identité parallèle – c'est ce que vous appelez l'essentialisation – et tous les risques que l'identité religieuse devienne un contrefeu, un facteur de compensation psychologique.

IBRAHIM HOUBIRI

Président de l'Association Éducative Culturelle Comorienne de Lyon

L'AECCL est née d'une question : comment transmettre à nos enfants les valeurs que nous avons reçues étant enfants ? Et d'un constat : la communauté culturelle peut être un facteur d'intégration à une vie sociale, à une vie en collectivité pour les enfants qui sont dans des situations d'isolement pour des raisons diverses. Nous sommes particulièrement attentifs aux enfants de comoriens nés en France qui n'ont jamais eu la chance d'aller aux Comores. Comment leur donner la chance de se sentir comoriens et français ? Nous menons ce chemin en partenariat étroit avec des associations judéo-musulmanes, avec l'ARFI (Association à la Recherche d'un Folklore Imaginaire), et veillons à ce que notre idée de la communauté soit claire pour tout le monde : un groupe d'individus qui se réunissent autour de l'organisation d'un partage. Ca va bien au-delà de la religion ! Le partage n'est pas seulement le regroupement autour d'un intérêt commun, c'est aussi apprendre à partager, à se défaire un peu de soi pour l'autre. C'est apprendre à travailler ensemble.